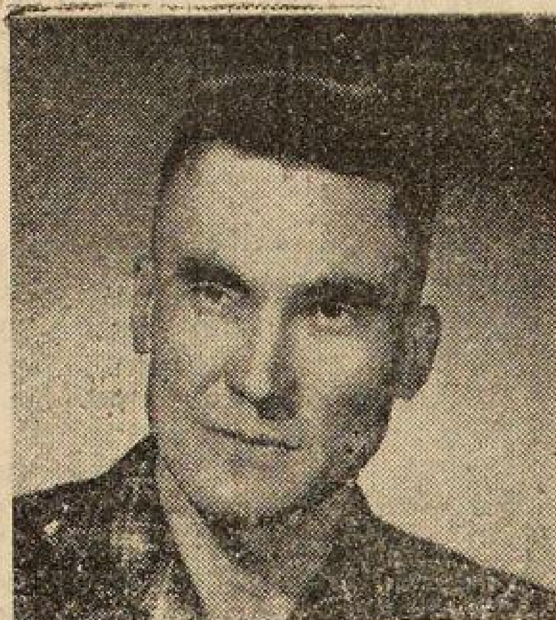
Parti Socialiste S. F. I. O.



Electrices, Electeurs,

Les évènements du 13 Mai dernier, l'investiture du Général de Gaulle, les résultats du référendum constitutionnel ont incontestablement remué la conscience des Républicains avertis, des ardents démocrates, des socialistes de cœur ou de fait que nous sommes et que vous êtes, pour la plupart, dans le secret de votre subconscient.

Tout en condamnant certains mobiles qui ont inspiré, en Algérie, le mouvement du Treize Mai, nous devons, à la vérité, de reconnaître qu'une réforme de nos mœurs parlementaires était à tout le moins souhaitable. Nous sommes des démocrates, c'est-à-dire de farouches partisans d'une formule gouvernementale qui s'appuie sur une majorité issue du suffrage universel. Nous ne confondons pas cependant la « Démocratie » avec l'« anarchie », déformation de la pensée républicaine qui nous aurait conduit tôt ou tard vers un régime de bannissement de la personnalité humaine.

J'AI DONC REPONDU OUI

En conscience et en toute connaissance de cause, j'ai répondu OUI, ainsi que mes amis, ainsi que nombre de Travailleurs (qui ont courageusement refusé de s'incliner devant les impératifs de Monsieur Khrouchtchev et de ses valets), au référendum du 28 septembre.

Ce faisant, nous avons, les uns et les autres manifesté notre volonté de consolider la cinquième République naissante par une réforme appropriée du régime parlementaire. Nous aspirons, en effet, à la stabilité ministérielle qui permettra d'envisager et de réaliser les réformes de structure rendues plus inévitables et plus urgentes encore au siècle de l'énergie atomique. Nous comprenons qu'un renforcement de l'exécutif constitue un moyen efficace de soustraire l'Etat aux menaces et aux pressions des oligarchies financières et corporatives. Nous entendons également donner à la Démocratie les armes (toutes pacifiques) qui lui permettront de se défendre et de nous défendre contre toutes les entreprises d'esclavage, qu'elles émanent indistinctement d'une clique d'aventuriers, des tenants inavoués d'une politique de regression sociale ou d'un parti totalitaire inconditionnellement soumis aux exigences de la politique extérieure d'une puissance étrangère.

REFORMES DE STRUCTURE

J'ai parlé de réformes de structure et je pense en effet que, dans le domaine de la production agricole comme dans celui de la production industrielle, nous nous devons, sous peine de disparaître un jour de la carte politique du monde, d'orienter essentiellement l'activité du pays en fonction des besoins de la consommation.

Il nous faut travailler pour produire, c'est l'évidence même ; il nous faut investir puisque les investissements conditionnent la production future et qu'il ne saurait y avoir d'amélioration durable du pouvoir d'achat des Travailleurs sans augmentation du volume des produits mis à la disposition du consommateur

Mais il nous faut produire rationnellement c'est-à-dire orienter nos investissements dans les secteurs économiques indispensables à la vie du pays ou susceptibles d'améliorer notre balance commerciale (exportation).

Il y aurait lieu de reviser certaines conceptions d'un protectionnisme périmé qui nous valent par exemple, de payer des impôts depuis un demi-siècle pour subventionner l'arrachage de la vigne alors même que, par suite de plusieurs récoltes déficitaires — et peut-être aussi de la guerre d'Algérie — le vin atteint aujourd'hui des prix astronomiques.

Est-il normal d'encourager de nos deniers la culture de la betterave sucrière cependant que l'alcool produit est parfaitement invendable sur le marché français et que, dans le même temps, nous nous devons d'importer du sucre raffiné.

REFORME DE LA FISCALITE

Je ne trahirai pas un secret d'Etat en prétendant que nous sommes dotés d'un système fiscal périmé, démodé, compliqué à souhait et foncièrement impropre à décourager les fraudeurs.

Je ne suivrai pas Monsieur POUJADE et consorts sur le terrain des vociférations, je n'oublie pas que les impôts indirects sont exclusivement prélevés sur le dos des consommateurs et que, par conséquent, ces derniers auraient leur mot à dire sur un des éléments concourant inéluctablement à une hausse du coût de la vie.

Il est cependant évident que la récupération des impôts indirects, au stade de la distribution, a créé un corps innombrable de «percepteurs commerçants», plus ou moins conscients du rôle qui leur est dévolu, plus ou moins préparés pour un travail qui n'entre pas dans le cadre de leur activité normale.

Mais il ne suffit pas de constater, voire de protester, il faut d'abord et il faut surtout — à moins de supprimer les impôts (ce qui serait une solution élégante, mais malheureusement impensable) — trouver un autre mode de perception.

Reporter toutes les taxes indirectes au stade de la production constituerait une amélioration certaine mais encore insuffisante ; c'est pourquoi je penche sérieusement pour la solution de l'impôt à la source. L'impôt **énergie** est le seul qui puisse se récupérer sur les matières premières (charbons, électricité, pétrole) essentiellement contrôlées par les Pouvoirs Publics. C'est donc le seul qui ne souffrirait aucune fuite, aucune dérobade, c'est, par conséquent, le seul qui permettrait une amélioration des rentrées et, par là même une espérance de soulagement en faveur des **Contribuables de bonne foi.**

EXPANSION ECONOMIQUE

Et tout naturellement, je pense à notre département, à notre circonscription industriellement deshéritée et qui s'étiole dangereusement faute de pouvoir occuper tous ses enfants. Si nous ne subissons pas encore les méfaits du chômage, c'est sans doute, parce que notre main-d'œuvre qualifiée émigre constamment vers des régions plus favorisées.

Attendrons-nous que la région Coutances-Granville se vide de sa substance active, pour participer aux opérations en cours de reconversion industrielle et pour favoriser, par des primes, des prêts, des avantages fiscaux le cas échéant, l'implantation d'industries nouvelles dans notre circonscription.

Electeurs du Coutançais, Travailleurs du Port de Granville, animateurs de nos riantes plages, réveillez-vous avant qu'il ne soit trop tard et faites que notre région reprenne au sein de la communauté française, une place de choix vraiment digne de ses possibilités.

AVENIR DE LA JEUNESSE

Procurer à la jeunesse les débouchés qui lui reviennent dans le cadre de l'expansion économique constitue un impératif absolu. Permettre à cette même jeunesse de se préparer à entrer dans le cycle de la vie active du Pays, relève d'une tâche exaltante dont nous ne pouvons sous estimer l'importance sans risque de compromettre et l'avenir du pays et l'avenir de notre jeunesse.

En pratiquant une politique de constructions scolaires (surpeuplement inquiétant de nos écoles publiques, lycées, collèges et centres), en multipliant les bourses d'études, nous procurerons aux plus humbles, s'ils sont parmi les plus méritants et les plus doués, d'accéder aux postes de commandement, qui requièrent, de la part de leurs titulaires, une exceptionnelle qualification professionnelle, un sens très poussé de la méthode, de l'organisation et des responsabilités.

Au siècle du machinisme de l'automation, il importe que nous puissions améliorer, développer, intensifier notre enseignement technique notre enseignement agricole, de manière à ce que nous soyons en mesure d'alimenter un corps de techniciens, d'ouvriers qualifiés, actuellement insuffisants pour nous permettre de soutenir la concurrence avec les nations engagées dans le « Marché Commun Européen ».

VIEUX TRAVAILLEURS

Si les jeunes doivent assurer la relève, les vieux travailleurs, dont les économies se sont volatilisées à la faveur des manipulations monétaires d'après guerre, ne sauraient à eux seuls faire les frais de notre redressement économique.

Dans le cadre d'un régime de Sécurité Sociale amélioré et en voie d'amélioration, nous nous devons de penser à ceux qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes et user leurs bras au service du Pays.

En faveur de tous ceux que leur grand âge ne permet plus de travailler, nous continuerons et nous améliorerons le geste de solidarité inauguré en 1956 par le Gouvernement Guy MOLLET.

PAIX EN ALGERIE

Toutes ces réalisations seront d'autant plus vite menées à bonne fin que nous pourrons envisager une solution prochaine au douloureux problème algérien.

Puissent les rebelles, enferrés dans une situation sans issue répondre favorablement aux appels sincères et pathétiques du Président de GAULLE.

Puissent les élections prochaines en Algérie, se dérouler normalement et permettre de dégager des représentants valables avec lesquels le gouvernement discutera du statut futur de l'Algérie.

Puisse se terminer cette vague de terrorisme qui ne résoud rien et qui tendrait tout au plus à raidir les Français de la Métropole.

Puissent les « ultras » d'Algérie comprendre les raisons profondes de l'attitude du Gouvernement français.

Ce sont là les souhaits que je formule de tout cœur en pensant aux jeunes recrues qui pourraient enfin regagner définitivement leurs foyers.

POUR UN GOUVERNEMENT Guy MOLLET

Telles sont, Mesdames, Messieurs, les grandes lignes du programme d'action que j'entends défendre de toute la force de mes convictions. Je contracte envers vous, un engagement solennel : celui de tout mettre en œuvre pour en assurer la réalisation.

Ancien déporté de Buchenwald, je suis assurément bien placé pour rendre hommage au courage et à la clairvoyance de Guy MOLLET qui, aux plus sombres heures de Mai dernier, a su, comme en Juin 1940 faire confiance au Général de GAULLE, nous évitant ainsi les affres d'une guerre civile et la perspective d'un régime totalitaire.

Les Elections du 23 Novembre doivent permettre au Premier Président de la Cinquième République d'appeler à la Direction du Gouvernement un homme de caractère, un homme sorti du rang, un humaniste qui a fourni maintes preuves de ses ardentes convictions patriotiques et socialistes.

Entre Messieurs DUCHET, représentant authentique d'une formation attardée qui se complait à expédier les affaires courantes dans un monde inlassablement en mouvement et Guy MOLLET, animateur d'une politique économique et sociale résolument orientée en fonction des données de la conjoncture, vous CHOISIREZ.

En votant pour votre serviteur, en votant pour le candidat du Parti Socialiste S.F.I.O., vous manifesterez votre volonté, de voir Guy MOLLET accéder à la Présidence du Conseil.

VIVE LA FRANCE

VIVE LA 5e REPUBLIQUE LAIQUE ET DEMOCRATIQUE ET SOCIALE

VIVE LE DEPARTEMENT DE LA MANCHE

VIVE LA 3e CIRCONSCRIPTION COUTANCES-GRANVILLE.

LE CANDIDAT.

Michel LECOSTEY

Professeur Technique — Chef de Travaux
au Centre d'Apprentissage Masculin de Granville
Conseiller Municipal de Granville
Médaillé de la Déportation
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance

Vu, le Remplaçant éventuel,

Henry DUPONT

Ingénieur T.P.C. en Retraite, à Coutances.

IMPRIMERIE GRANVILLAISE